



Bruxelles, le 8.8.2018
COM(2018) 578 final

RAPPORT DE LA COMMISSION
sur le recours aux agents contractuels en 2016

TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction.....	2
2.	Évolution du nombre d'agents contractuels depuis 2004 au sein de la Commission ..	4
3.	Répartition des agents contractuels de la Commission par genre et par groupe de fonctions.....	6
4.	Répartition des agents contractuels de la Commission par nationalité.....	8
5.	Répartition des agents contractuels de la Commission par DG.....	13
5.1.	Répartition par genre et par DG.....	14
5.2.	Répartition par type de contrat.....	15
5.2.1	Agents contractuels 3 bis	15
5.2.2	Agents contractuels 3 ter.....	16
6.	Répartition des agents contractuels entre les autres institutions et les agences	17
6.1.	Répartition des agents contractuels dans les autres institutions.....	18
6.1.1	Répartition par genre et par groupe de fonctions dans les autres institutions.....	19
6.1.2	Répartition par nationalité dans les autres institutions.....	19
6.2.	Répartition des agents contractuels dans les agences	20
6.2.1	Répartition par genre et par groupe de fonctions dans les agences.....	21
6.2.2	Répartition par nationalité dans les agences	23

1. INTRODUCTION

Le présent rapport remplit l'obligation statutaire résultant de l'article 79, paragraphe 3, du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne (ci-après RAA), qui prévoit que «*la Commission présente un rapport annuel sur le recours aux agents contractuels, qui indique le nombre d'agents, le niveau et le type d'emplois, la répartition géographique et les ressources budgétaires par groupe de fonctions*». Il fournit un tableau détaillé des agents contractuels employés au 31 décembre 2016 dans les institutions européennes.

Ce rapport comprend des données concernant 56 entités différentes: a) 10 institutions européennes; et b) 46 agences ou entreprises communes au sens de l'article 1^{er} *bis*, du statut¹.

Les données relatives à la Commission sont plus détaillées et incluent tous les agents contractuels, c'est-à-dire le personnel financé par les lignes budgétaires administratives, opérationnelles et de recherche².

La catégorie des agents contractuels a été créée en 2004 dans le cadre de la réforme du statut. Depuis lors, les agents contractuels ont contribué utilement au travail des institutions en effectuant à des coûts moindres des activités d'appui administratif et en apportant des compétences dont les institutions ne disposaient pas toujours immédiatement.

Les articles 3 *bis* et 3 *ter* du RAA définissent le rôle des agents contractuels et les fonctions qu'ils peuvent exercer.

Les agents contractuels visés à l'article 3 *bis* peuvent être engagés, soit à temps partiel ou à plein temps, dans un emploi non prévu au tableau des effectifs:

- pour les services des institutions: pour effectuer exclusivement des tâches manuelles ou d'appui administratif dans le groupe de fonctions I,
- pour les représentations et les délégations, les agences et autres entités de l'UE: en vue d'exercer les fonctions visées à l'article 80, paragraphe 2, du RAA, dans les groupes de fonctions I, II, III et IV.

Ces agents bénéficient d'un contrat qui peut être transformé en contrat à durée indéterminée, après un premier renouvellement.

¹ Le nombre total d'institutions, d'agences et d'entreprises communes relevant de champ d'application du statut est de 58. Il s'agit: i) de la Commission, ii) des 9 autres institutions mentionnées à la section 6.1 et iii) des 46 agences et entreprises communes mentionnées à la section 6.2, mais aussi du Conseil de résolution unique et de l'Office communautaire des variétés végétales, qui ne sont pas mentionnés dans le présent rapport car ils n'emploient pas d'agents contractuels. Il convient de noter que le statut ne s'applique pas à la Banque centrale européenne ni au Groupe de la Banque européenne d'investissement, qui ont adopté des règles spécifiques pour leur personnel. Ces institutions ne sont donc pas couvertes par le présent rapport.

² Il convient de noter que les données budgétaires (transmises chaque année à l'Autorité budgétaire avec le projet de budget – document de travail, parties II et III) reprennent quant à elles les agents contractuels présents au moment de la présentation du projet de budget (en incluant les agents contractuels recrutés à partir des recettes affectées), à savoir: un relevé au 1^{er} avril de l'année N-1 (N étant l'année du projet de budget), l'exécution budgétaire de l'année N-2 et les demandes de crédits avec une estimation en équivalents temps plein pour l'année N. Cela explique dès lors certaines différences qui peuvent apparaître concernant le nombre d'agents contractuels entre les différentes sources de données. Étant donné que plusieurs lignes budgétaires comprennent les crédits pour le personnel externe sans établir de distinction entre les différentes catégories de ce personnel, les chiffres du budget transmettent les meilleures estimations possibles fondées sur les coûts moyens probables et la répartition entre les catégories.

Les agents contractuels visés à l'article 3 *ter* sont engagés:

- en vue d'exécuter des tâches autres que celles visées à l'article 3 *bis* du RAA dans un emploi non prévu au tableau des effectifs, ou
- pour remplacer un fonctionnaire ou un agent temporaire se trouvant momentanément dans l'incapacité d'exercer ses fonctions.

Ce personnel est engagé pour de courtes périodes, d'un minimum de 3 mois à un maximum de 6 ans.

L'article 80 du RAA établit une correspondance entre chaque groupe de fonctions (ci-après GF) et les tâches pouvant être exercées par un agent contractuel:

Groupe de fonctions	Grade	Tâches
IV	13 à 18	Tâches administratives, de conseil, linguistiques et tâches techniques équivalentes, exécutées sous la supervision de fonctionnaires ou d'agents temporaires.
III	8 à 12	Tâches d'exécution, de rédaction, de comptabilité et autres tâches techniques équivalentes, exécutées sous la supervision de fonctionnaires ou d'agents temporaires.
II	4 à 7	Tâches de bureau et de secrétariat, direction de bureau et autres tâches équivalentes, exécutées sous la supervision de fonctionnaires ou d'agents temporaires.
I	1 à 3	Tâches manuelles et d'appui administratif effectuées sous le contrôle de fonctionnaires ou d'agents.

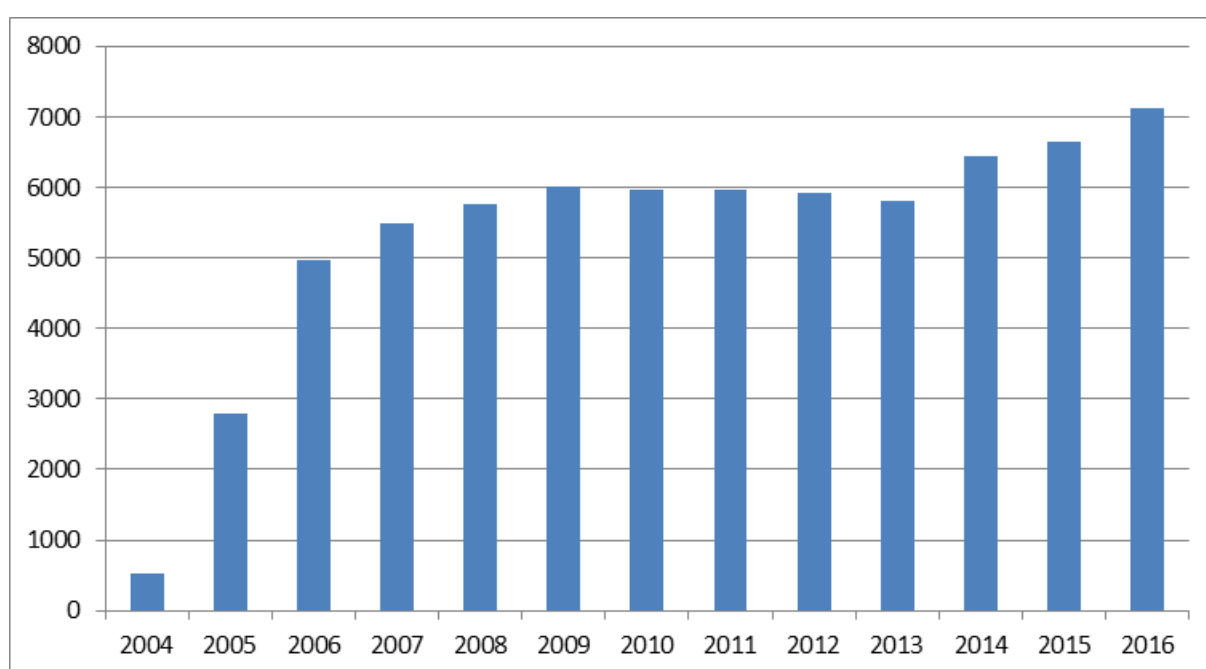
2. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'AGENTS CONTRACTUELS DEPUIS 2004 AU SEIN DE LA COMMISSION

Au 31 décembre 2016, 10 institutions et 46 agences et entreprises communes employaient environ 12 800 agents contractuels, ce qui représente une hausse de 9,4 % par rapport à 2015. Toutefois, il convient de noter que le poids relatif de la Commission dans le recours aux agents contractuels continue de baisser, de 58 % en 2013 et 2014 à 57 % en 2015 et à 55 % en 2016. Cette diminution est due à l'augmentation enregistrée en 2016 concernant le nombre d'agents contractuels affectés dans les autres institutions et les agences (+ 14 %), qui a été proportionnellement plus élevée qu'à la Commission (+ 7 %).

Le détail de la répartition par institution et agence est analysé plus loin dans le présent rapport.

L'évolution des effectifs depuis 2004 au sein de la Commission est la suivante³:

Tableau 1 Tendence au sein de la Commission



année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Effectifs	514	2787	4966	5494	5756	6018	5979	5977	5921	5807	6440	6652	7131

L'augmentation initiale du nombre d'agents contractuels travaillant à la Commission s'explique par a) la simple mise en œuvre des dispositions statutaires de 2004, entraînant le remplacement progressif des anciennes catégories des agents auxiliaires (qui étaient près de 3 000 en 2003) et des fonctionnaires et agents temporaires de catégorie D, et b) la conversion des emplois permanents en crédits d'agents contractuels dans les offices administratifs.

Par ailleurs, l'engagement des agents contractuels s'est également poursuivi pour couvrir les besoins de remplacements ponctuels de personnel statutaire tels que prévus à l'article 3 *ter* du RAA, afin d'assurer une continuité efficace des activités.

Pour les raisons susmentionnées, le nombre d'agents contractuels a augmenté chaque année jusqu'en 2009.

³ Source: Commission HR Analytics Platform

De 2010 à 2013, le nombre d'agents contractuels est resté stable, enregistrant une légère baisse sous l'effet de plusieurs motifs concomitants (par exemple, retard dans la finalisation des listes d'aptitude en 2010, transfert de personnel au SEAE au moment de sa création, etc.).

À partir de 2014, l'entrée en vigueur du nouveau statut a permis d'étendre la durée d'engagement des agents contractuels visés à l'article 3 *ter* jusqu'à 6 années maximum. De nombreux agents contractuels ayant déjà effectué 3 années de service et continuant à travailler à la Commission en tant qu'intérimaires ont ainsi pu être réengagés pour une nouvelle période contractuelle, permettant à la Commission de bénéficier d'agents contractuels déjà formés et immédiatement opérationnels. Cela a eu pour conséquence une progression du nombre d'agents contractuels, parallèlement à une diminution du nombre d'agents intérimaires (rémunérés sur les mêmes crédits budgétaires). En particulier, le nombre d'intérimaires est passé de 415 au 1^{er} juillet 2013 à 89 au 1^{er} juillet 2016.

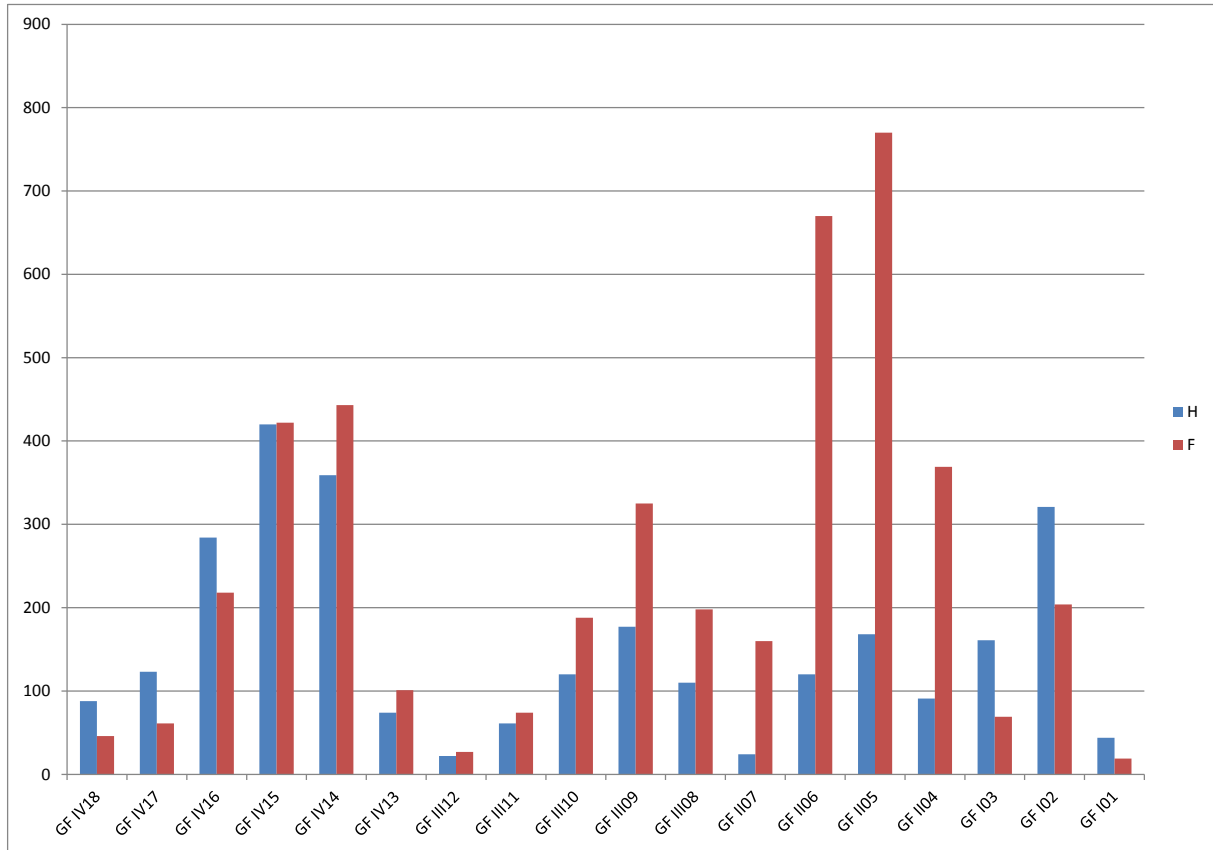
Au cours des deux dernières années (2015 et 2016), l'augmentation du nombre d'agents contractuels à la Commission est principalement (c'est-à-dire à environ 75 %) due au surcroît de travaux scientifiques réalisés par le Centre commun de recherche pour d'autres services de la Commission et au remplacement de boursiers régis par le droit national par des agents contractuels GF IV (jusqu'à 500 personnes au cours des deux dernières années), les effectifs totaux étant restés essentiellement stables. Ces contrats sont financés par les programmes de recherche et d'innovation Horizon 2020 et par le programme Euratom (et n'ont donc qu'une faible incidence sur la rubrique 5 du budget de la Commission).

Pour le proche avenir, la Commission compte aligner l'allocation des ressources pour le recrutement des agents contractuels, indépendamment de la source de financement spécifique, sur la procédure générale d'allocation des emplois inscrits au tableau des effectifs.

3. REPARTITION DES AGENTS CONTRACTUELS DE LA COMMISSION PAR GENRE ET PAR GROUPE DE FONCTIONS

La répartition des agents contractuels par genre, par groupe de fonction et par grade est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 2 A Répartition par genre, GF et grade en 2016⁴



⁴ Source: Commission HR Analytics Platform

Tableau 2 B

2016		Hommes		Femmes		Total	
GF IV	GF IV18	88	65,7%	46	34,3%	134	5,1%
	GF IV17	123	66,8%	61	33,2%	184	7,0%
	GF IV16	284	56,6%	218	43,4%	502	19,0%
	GF IV15	420	49,9%	422	50,1%	842	31,9%
	GF IV14	359	44,8%	443	55,2%	802	30,4%
	GF IV13	74	42,3%	101	57,7%	175	6,6%
		1348	51,1%	1291	48,9%	2639	37,0%
GF III	GF III12	22	44,9%	27	55,1%	49	1,1%
	GF III11	61	45,2%	74	54,8%	135	3,0%
	GF III10	120	39,0%	188	61,0%	308	6,9%
	GF III09	177	35,3%	325	64,7%	502	11,2%
	GF III08	110	35,7%	198	64,3%	308	6,9%
		490	37,6%	812	62,4%	1302	18,3%
GF II	GF II07	24	13,0%	160	87,0%	184	4,1%
	GF II06	120	15,2%	670	84,8%	790	17,6%
	GF II05	168	17,9%	770	82,1%	938	20,9%
	GF II04	91	19,8%	369	80,2%	460	10,2%
		403	17,0%	1969	83,0%	2372	33,3%
GF I	GF I03	161	70,0%	69	30,0%	230	5,1%
	GF I02	321	61,1%	204	38,9%	525	11,7%
	GF I01	44	69,8%	19	30,2%	63	1,4%
	526	64,3%	292	35,7%	818	11,5%	
TOTAL		2767	38,8%	4364	61,2%	7131	100,0%

Au 31 décembre 2016, 7 731 agents contractuels étaient en service à la Commission. Le groupe de fonctions le plus représenté est le GF IV, qui est passé de 32 % à 37 % du nombre total d'agents contractuels (essentiellement en raison du recrutement au JRC, comme indiqué à la section 2 ci-dessus).

La répartition globale entre les hommes et les femmes est restée stable au fil des ans. On retrouve une proportion nettement plus élevée de femmes que d'hommes dans le GF II (83 % pour 2016) et, dans une moindre mesure, dans le GF III (62,4 % pour 2015). Dans le GF I, en revanche, les hommes sont majoritaires (64,3 % en 2016), en raison de la nature des fonctions exercées dans ce groupe de fonctions. Dans le GF IV, l'équilibre hommes-femmes s'est quasiment maintenu en 2016.

4. REPARTITION DES AGENTS CONTRACTUELS DE LA COMMISSION PAR NATIONALITE

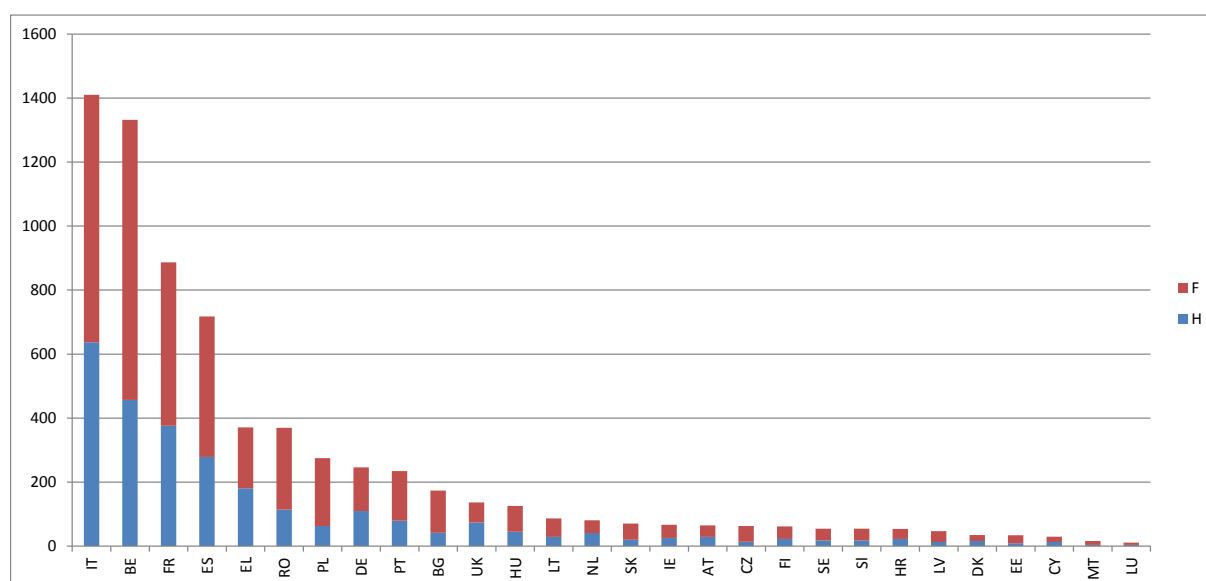
Il convient de noter que, de même que pour les fonctionnaires et les agents temporaires, l'engagement des agents contractuels s'effectue sur la base du profil recherché, des compétences et des connaissances linguistiques des candidats, sans que de quelconques quotas nationaux ne soient fixés.

En 2016, l'ensemble des États membres étaient représentés dans tous les groupes de fonctions à l'exception des Autrichiens et des Suédois dans le GF I. Les citoyens des États membres les plus représentés parmi les agents contractuels sont par ordre décroissant: les Italiens, les Belges, les Français, les Espagnols et les Grecs, suivis des Roumains et des Polonais. La part des quatre premières nationalités est identique depuis 2005 (quelque 60 %). Le Royaume-Uni et l'Allemagne, tout comme la Pologne et les Pays-Bas, ont une représentation plutôt faible par rapport à leur population. Inversement, la Belgique et l'Italie sont surreprésentées par rapport à leur population.

Il convient de noter que, suite à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne le 1^{er} juillet 2013, 54 agents contractuels croates étaient en service à la Commission au 31 décembre 2016.

La répartition par nationalité est influencée par une combinaison de facteurs, notamment la proximité géographique de la localisation du siège de l'institution européenne (pour la Commission, principalement Bruxelles, Luxembourg et Ispra), le niveau des salaires et la durée des contrats proposés. De fait, les candidats ont tendance à accepter plus facilement un engagement à durée déterminée s'ils sont résidents ou voisins où l'institution les appelle à travailler. En effet, il est parfois difficile pour un candidat ayant une famille de quitter son pays d'origine et de venir s'installer au siège de l'institution pour une période relativement courte (en se basant sur les dispositions générales d'exécution adoptées sur la base de l'article 79, paragraphe 2, du RAA, la durée du premier contrat est d'un an seulement). Comme le montrent les tableaux ci-après, cela est notamment vrai pour les agents contractuels GF I et GF II, tandis que les agents contractuels GF IV ont une composition moins déséquilibrée géographiquement.

Tableau 3 A Répartition des agents contractuels de la Commission par nationalité et genre en 2016⁵



⁵ Source: Commission HR Analytics Platform

Tableau 3 B

2016	H		F		TOTAL	%
AT	29	44,6%	36	55,4%	65	0,9%
BE	457	34,3%	875	65,7%	1332	18,7%
BG	42	24,1%	132	75,9%	174	2,4%
CY	13	43,3%	17	56,7%	30	0,4%
CZ	14	22,2%	49	77,8%	63	0,9%
DE	110	44,7%	136	55,3%	246	3,4%
DK	16	45,7%	19	54,3%	35	0,5%
EE	9	26,5%	25	73,5%	34	0,5%
EL	181	48,8%	190	51,2%	371	5,2%
ES	279	38,9%	439	61,1%	718	10,1%
FI	23	37,1%	39	62,9%	62	0,9%
FR	376	42,4%	511	57,6%	887	12,4%
HR	23	42,6%	31	57,4%	54	0,8%
HU	45	35,7%	81	64,3%	126	1,8%
IE	26	38,8%	41	61,2%	67	0,9%
IT	637	45,2%	773	54,8%	1410	19,8%
LT	29	33,3%	58	66,7%	87	1,2%
LU	4	36,4%	7	63,6%	11	0,2%
LV	13	27,7%	34	72,3%	47	0,7%
MT	4	25,0%	12	75,0%	16	0,2%
NL	41	50,6%	40	49,4%	81	1,1%
PL	63	22,9%	212	77,1%	275	3,9%
PT	80	34,0%	155	66,0%	235	3,3%
RO	114	30,8%	256	69,2%	370	5,2%
SE	18	32,7%	37	67,3%	55	0,8%
SK	20	28,2%	51	71,8%	71	1,0%
SI	18	32,7%	37	67,3%	55	0,8%
UK	74	54,0%	63	46,0%	137	1,9%
Autres	9	52,9%	8	47,1%	17	0,2%
TOTAL	2767	38,8%	4364	61,2%	7131	100,0%

Le tableau 4 ci-dessous permet d'analyser la répartition par GF, par nationalité et par genre.

Tableau 4 Répartition des agents contractuels par genre, groupe de fonction et nationalité⁶

GF IV

2016	H		F		TOTAL	%
AT	19	43,2%	25	56,8%	44	1,7%
BE	125	54,1%	106	45,9%	231	8,8%
BG	19	27,5%	50	72,5%	69	2,6%
CY	5	38,5%	8	61,5%	13	0,5%
CZ	8	36,4%	14	63,6%	22	0,8%
DE	80	53,3%	70	46,7%	150	5,7%
DK	10	55,6%	8	44,4%	18	0,7%
EL	89	62,2%	54	37,8%	143	5,4%
ES	157	49,5%	160	50,5%	317	12,0%
ET	5	35,7%	9	64,3%	14	0,5%
FI	12	44,4%	15	55,6%	27	1,0%
FR	220	56,6%	169	43,4%	389	14,7%
HR	13	61,9%	8	38,1%	21	0,8%
HU	29	50,0%	29	50,0%	58	2,2%
IE	13	37,1%	22	62,9%	35	1,3%
IT	311	55,5%	249	44,5%	560	21,2%
LT	10	37,0%	17	63,0%	27	1,0%
LU	1	33,3%	2	66,7%	3	0,1%
LV	4	36,4%	7	63,6%	11	0,4%
MT	2	33,3%	4	66,7%	6	0,2%
NL	26	61,9%	16	38,1%	42	1,6%
PL	26	30,2%	60	69,8%	86	3,3%
PT	35	40,2%	52	59,8%	87	3,3%
RO	41	42,3%	56	57,7%	97	3,7%
SE	12	41,4%	17	58,6%	29	1,1%
SK	11	39,3%	17	60,7%	28	1,1%
SI	8	32,0%	17	68,0%	25	0,9%
UK	51	69,9%	22	30,1%	73	2,8%
Autres	6	42,9%	8	57,1%	14	0,5%
Total	1 348	51,1%	1 291	48,9%	2 639	100,0%

⁶ Source: Commission HR Analytics Platform

2016	H		F		TOTAL	%
AT	8	61,5%	5	38,5%	13	1,0%
BE	69	45,1%	84	54,9%	153	11,8%
BG	12	25,0%	36	75,0%	48	3,7%
CY	3	50,0%	3	50,0%	6	0,5%
CZ	2	13,3%	13	86,7%	15	1,2%
DE	17	34,0%	33	66,0%	50	3,8%
DK	4	44,4%	5	55,6%	9	0,7%
EL	37	41,6%	52	58,4%	89	6,8%
ES	39	31,2%	86	68,8%	125	9,6%
ET	3	50,0%	3	50,0%	6	0,5%
FI	4	44,4%	5	55,6%	9	0,7%
FR	59	39,9%	89	60,1%	148	11,4%
HR	5	35,7%	9	64,3%	14	1,1%
HU	8	38,1%	13	61,9%	21	1,6%
IE	8	72,7%	3	27,3%	11	0,8%
IT	100	38,2%	162	61,8%	262	20,1%
LT	13	50,0%	13	50,0%	26	2,0%
LU	0	0,0%	3	100,0%	3	0,2%
LV	4	25,0%	12	75,0%	16	1,2%
MT	0	0,0%	2	100,0%	2	0,2%
NL	7	41,2%	10	58,8%	17	1,3%
PL	15	25,9%	43	74,1%	58	4,5%
PT	11	31,4%	24	68,6%	35	2,7%
RO	34	36,2%	60	63,8%	94	7,2%
SE	5	31,3%	11	68,8%	16	1,2%
SK	5	35,7%	9	64,3%	14	1,1%
SI	3	23,1%	10	76,9%	13	1,0%
UK	14	50,0%	14	50,0%	28	2,2%
Autres	1	100,0%	0	0,0%	1	0,1%
Total	490	37,6%	812	62,4%	1302	100,0%

GF II

2016	H		F		TOTAL	%
AT	2	25,0%	6	75,0%	8	0,3%
BE	72	11,1%	576	88,9%	648	27,3%
BG	9	16,4%	46	83,6%	55	2,3%
CY	4	40,0%	6	60,0%	10	0,4%
CZ	3	12,5%	21	87,5%	24	1,0%
DE	10	23,8%	32	76,2%	42	1,8%
DK	1	16,7%	5	83,3%	6	0,3%
EL	27	27,0%	73	73,0%	100	4,2%
ES	37	18,0%	169	82,0%	206	8,7%
ET	0	0,0%	12	100,0%	12	0,5%
FI	3	14,3%	18	85,7%	21	0,9%
FR	50	18,0%	228	82,0%	278	11,7%
HR	4	22,2%	14	77,8%	18	0,8%
HU	5	11,6%	38	88,4%	43	1,8%
IE	1	6,3%	15	93,8%	16	0,7%
IT	78	20,6%	300	79,4%	378	15,9%
LT	5	15,2%	28	84,8%	33	1,4%
LU	1	33,3%	2	66,7%	3	0,1%
LV	3	16,7%	15	83,3%	18	0,8%
MT	2	28,6%	5	71,4%	7	0,3%
NL	5	26,3%	14	73,7%	19	0,8%
PL	19	17,9%	87	82,1%	106	4,5%
PT	12	16,4%	61	83,6%	73	3,1%
RO	35	20,8%	133	79,2%	168	7,1%
SE	1	10,0%	9	90,0%	10	0,4%
SK	2	7,4%	25	92,6%	27	1,1%
SI	4	28,6%	10	71,4%	14	0,6%
UK	6	22,2%	21	77,8%	27	1,1%
Autres	2	100,0%	0	0,0%	2	0,1%
Total	403	17,0%	1969	83,0%	2372	100,0%

2016	H		F		TOTAL	%
AT	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
BE	191	63,7%	109	36,3%	300	36,7%
BG	2	100,0%	0	0,0%	2	0,2%
CY	1	100,0%	0	0,0%	1	0,1%
CZ	1	50,0%	1	50,0%	2	0,2%
DE	3	75,0%	1	25,0%	4	0,5%
DK	1	50,0%	1	50,0%	2	0,2%
EL	28	71,8%	11	28,2%	39	4,8%
ES	46	65,7%	24	34,3%	70	8,6%
ET	1	50,0%	1	50,0%	2	0,2%
FI	4	80,0%	1	20,0%	5	0,6%
FR	47	65,3%	25	34,7%	72	8,8%
HR	1	100,0%	0	0,0%	1	0,1%
HU	3	75,0%	1	25,0%	4	0,5%
IE	4	80,0%	1	20,0%	5	0,6%
IT	148	70,5%	62	29,5%	210	25,7%
LT	1	100,0%	0	0,0%	1	0,1%
LU	2	100,0%	0	0,0%	2	0,2%
LV	2	100,0%	0	0,0%	2	0,2%
MT	0	0,0%	1	100,0%	1	0,1%
NL	3	100,0%	0	0,0%	3	0,4%
PL	3	12,0%	22	88,0%	25	3,1%
PT	22	55,0%	18	45,0%	40	4,9%
RO	4	36,4%	7	63,6%	11	1,3%
SE	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
SK	2	100,0%	0	0,0%	2	0,2%
SI	3	100,0%	0	0,0%	3	0,4%
UK	3	33,3%	6	66,7%	9	1,1%
Autres	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	526	64,3%	292	35,7%	818	100,0%

5. REPARTITION DES AGENTS CONTRACTUELS DE LA COMMISSION PAR DG

On constate des différences importantes entre les DG, qui s'expliquent notamment par la nature de leurs tâches. Par exemple, la DG DEVCO emploie en majorité des GF IV, chargés d'aide et de coopération internationales ou des gestionnaires de programme, aussi bien en délégation qu'au siège. L'OIB, en revanche, emploie en majorité des assistants administratifs ou des puéricultrices qui relèvent du GF II. Le JRC a poursuivi sa politique visant à remplacer les boursiers par des agents contractuels du GF IV, principalement des gestionnaires de projet scientifique fournissant également des services à d'autres DG dans divers domaines de recherche.

5.1. Répartition par genre et par DG⁷

Tableau 5 Répartition par genre, DG et deux groupes de GF

2016	GF IV				GF I-II-III				TOTAL (TOUS GF)	
	H	F	Total	%	H	F	Total	%	Total	%
SG	16	12	28	27,2%	20	55	75	72,8%	103	1,4%
SJ	2	3	5	21,7%	3	15	18	78,3%	23	0,3%
COMM	9	32	41	11,2%	101	223	324	88,8%	365	5,1%
EPSC	2		2	33,3%		4	4	66,7%	6	0,1%
TF50				0,0%		2	2	100,0%	2	0,0%
ECFIN	6	6	12	31,6%	12	14	26	68,4%	38	0,5%
GROW	21	13	34	27,6%	28	61	89	72,4%	123	1,7%
COMP	4	10	14	20,3%	21	34	55	79,7%	69	1,0%
EMPL	8	16	24	15,6%	31	99	130	84,4%	154	2,2%
AGRI	18	27	45	48,4%	16	32	48	51,6%	93	1,3%
MOVE	4	6	10	14,5%	14	45	59	85,5%	69	1,0%
ENER	4	7	11	19,6%	11	34	45	80,4%	56	0,8%
ENV	5	11	16	25,0%	12	36	48	75,0%	64	0,9%
CLIMA	4	3	7	31,8%	2	13	15	68,2%	22	0,3%
CNECT	31	29	60	28,2%	45	108	153	71,8%	213	3,0%
RTD	93	99	192	41,7%	88	180	268	58,3%	460	6,5%
JRC	433	297	730	67,7%	124	224	348	32,3%	1078	15,1%
MARE	12	11	23	38,3%	6	31	37	61,7%	60	0,8%
FISMA				0,0%	10	15	25	100,0%	25	0,4%
REGIO	4	6	10	9,9%	26	65	91	90,1%	101	1,4%
TAXUD	1	3	4	28,6%	3	7	10	71,4%	14	0,2%
EAC	4	9	13	20,3%	21	30	51	79,7%	64	0,9%
SANTE	6	25	31	30,1%	19	53	72	69,9%	103	1,4%
HOME	6	5	11	34,4%	4	17	21	65,6%	32	0,4%
JUST	6	6	12	21,1%	12	33	45	78,9%	57	0,8%
FPI	26	23	49	57,6%	8	28	36	42,4%	85	1,2%
TRADE	4	4	8	16,3%	10	31	41	83,7%	49	0,7%
NEAR	177	185	362	70,0%	59	96	155	30,0%	517	7,3%
DEVCO	362	337	699	75,7%	67	157	224	24,3%	923	12,9%
ECHO	9	10	19	19,2%	19	61	80	80,8%	99	1,4%
ESTAT	12	17	29	30,9%	26	39	65	69,1%	94	1,3%
HR	1	6	7	4,4%	56	97	153	95,6%	160	2,2%
DIGT	23	8	31	45,6%	13	24	37	54,4%	68	1,0%
BUDG	2	4	6	10,9%	13	36	49	89,1%	55	0,8%
IAS	1	2	3	30,0%		7	7	70,0%	10	0,1%
OLAF	4		4	12,1%	11	18	29	87,9%	33	0,5%
SCIC				0,0%	25	31	56	100,0%	56	0,8%
DGT	25	43	68	47,6%	24	51	75	52,4%	143	2,0%
OP		1	1	5,0%	8	11	19	95,0%	20	0,3%
OIB	2	15	17	2,2%	243	529	772	97,8%	789	11,1%
PMO				0,0%	123	280	403	100,0%	403	5,7%
OIL	1		1	0,5%	78	121	199	99,5%	200	2,8%
EPSO				0,0%	7	17	24	100,0%	24	0,3%
CdP-OSP				0,0%		9	9	100,0%	9	0,1%
Total	1 348	1 291	2 639	37,0%	1 419	3 073	4 492	63,0%	7 131	100,0%

⁷ Source: Commission HR Analytics Platform

5.2. Répartition par type de contrat⁸

5.2.1 Agents contractuels 3 bis

Tableau 6 Agents contractuels 3 bis par GF, genre et DG

2016	GF I			GF II			GF III			GF IV			Total	%
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL		
AGRI	6	7	13	0	0	0	0	0	0	2	1	3	16	0,5%
BUDG	6	14	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0,6%
CNECT	14	5	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0,6%
COMM	31	8	39	35	137	172	24	64	88	9	32	41	340	10,6%
COMP	8	2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0,3%
DEVCO	7	12	19	0	0	0	27	14	41	311	261	572	632	19,8%
DGT	9	5	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0,4%
DIGIT	2	5	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0,2%
EAC	13	1	14	0	0	0	0	0	0	14	0	0	14	0,4%
ECFIN	3	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0,2%
ECHO	1	5	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0,2%
EMPL	7	17	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	0,8%
ENER	5	9	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0,4%
ENV	3	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0,2%
EPSC	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0%
EPSO	3	0	3	4	15	19	0	2	2	0	0	0	24	0,8%
ESTAT	4	5	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0,3%
FISMA	2	5	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0,2%
FPI	0	2	2	0	0	0	3	5	8	20	18	38	48	1,5%
GROW	7	11	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18	0,6%
HOME	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,0%
HR	29	17	46	0	0	0	0	0	0	0	0	0	46	1,4%
JRC	55	8	63	0	0	0	0	0	0	0	0	0	63	2,0%
JUST	5	3	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0,3%
MARE	3	12	15	0	0	0	0	0	0	5	1	6	21	0,7%
MOVE	4	7	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	0,3%
NEAR	7	9	16	0	0	0	14	7	21	141	122	263	300	9,4%
OIB	139	47	186	70	445	515	34	37	71	2	15	17	789	24,7%
OIL	42	16	58	22	96	118	14	9	23	1	0	1	200	6,3%
OLAF	8	2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0,3%
PMO	37	13	50	52	224	276	34	43	77	0	0	0	403	12,6%
REGIO	7	5	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	0,4%
RTD	22	7	29	0	0	0	0	0	0	0	1	1	30	0,9%
SANTE	3	6	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0,3%
SCIC	19	7	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26	0,8%
SG	9	8	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	0,5%
TAXUD	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0,1%
TRADE	5	4	9	0	2	2	0	0	0	2	2	4	15	0,5%
Total	526	292	818	183	919	1 102	150	181	331	493	453	946	3 197	100,0%

⁸ Source: Commission HR Analytics Platform

5.2.2 Agents contractuels 3 ter

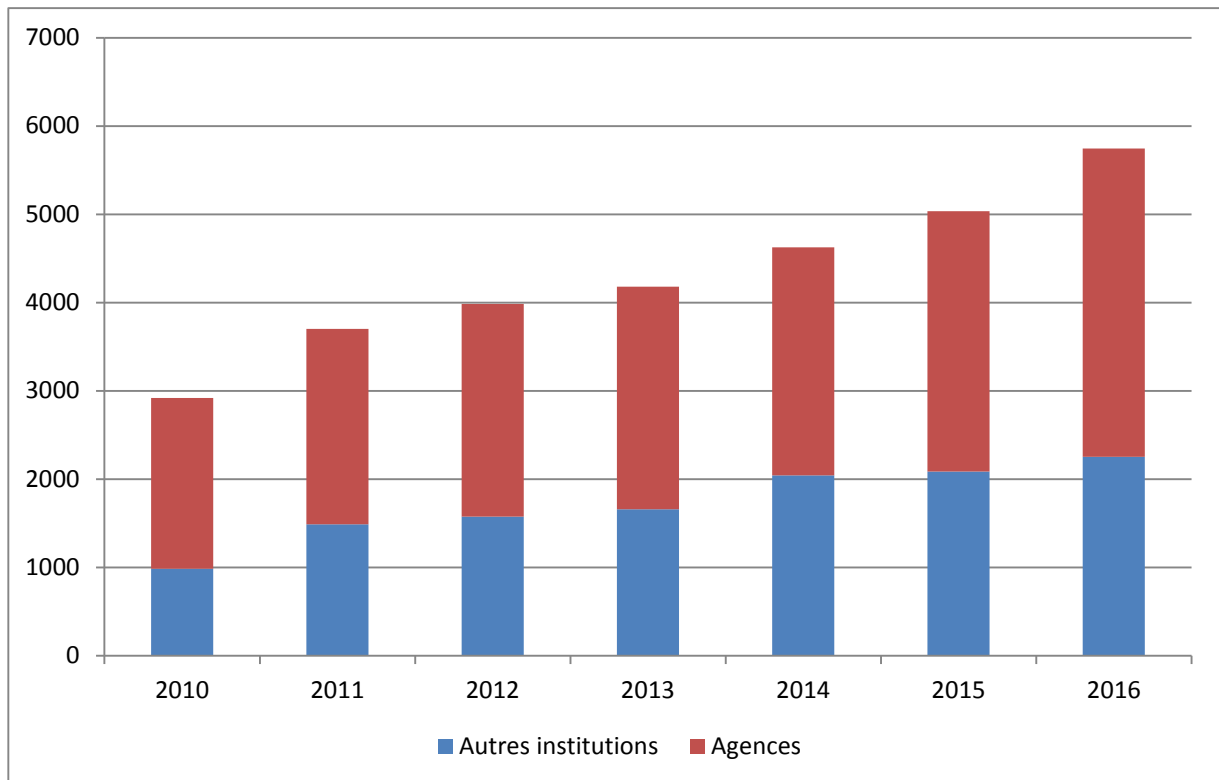
Tableau 7 Agents contractuels 3 ter par GF, genre et DG

2016	GF II			GF III			GF IV			Total	%
	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL		
AGRI	2	17	19	8	8	16	16	26	42	77	2,0%
BUDG	0	14	14	7	8	15	2	4	6	35	0,9%
CLIMA	1	12	13	1	1	2	4	3	7	22	0,6%
CNECT	10	51	61	21	52	73	31	29	60	194	4,9%
COMM	8	9	17	3	5	8	0	0	0	25	0,6%
COMP	4	17	21	9	15	24	4	10	14	59	1,5%
DEVCO	8	66	74	26	64	90	50	77	127	291	7,4%
DGT	14	45	59	1	1	2	25	43	68	129	3,3%
DIGIT	2	13	15	9	6	15	23	8	31	61	1,6%
EAC	2	12	14	6	17	23	4	9	13	50	1,3%
ECFIN	2	6	8	7	6	13	6	6	12	33	0,8%
ECHO	6	22	28	12	34	46	9	10	19	93	2,4%
EMPL	5	34	39	19	48	67	8	16	24	130	3,3%
ENER	1	15	16	5	10	15	4	7	11	42	1,1%
ENV	6	32	38	3	1	4	5	11	16	58	1,5%
EPSC	0	2	2	0	1	1	2	0	2	5	0,1%
ESTAT	10	24	34	12	10	22	12	17	29	85	2,2%
FISMA	2	7	9	6	3	9	0	0	0	18	0,5%
FPI	0	6	6	5	15	20	6	5	11	37	0,9%
GROW	6	31	37	15	19	34	21	13	34	105	2,7%
HOME	0	11	11	4	5	9	6	5	11	31	0,8%
HR	17	65	82	10	15	25	1	6	7	114	2,9%
IAS	0	6	6	0	1	1	1	2	3	10	0,3%
JRC	38	174	212	31	42	73	433	297	730	1 015	25,8%
JUST	3	17	20	4	13	17	6	6	12	49	1,2%
MARE	0	9	9	3	10	13	7	10	17	39	1,0%
MOVE	2	23	25	8	15	23	4	6	10	58	1,5%
NEAR	14	32	46	24	49	73	36	62	98	217	5,5%
OLAF	1	10	11	2	6	8	4	0	4	23	0,6%
OP	4	7	11	4	4	8	0	1	1	20	0,5%
REGIO	8	31	39	11	29	40	4	6	10	89	2,3%
RTD	22	97	119	43	76	119	94	98	192	430	10,9%
SANTE	6	39	45	10	8	18	6	25	31	94	2,4%
SCIC	6	24	30	0	0	0	0	0	0	30	0,8%
SG	5	28	33	6	19	25	16	12	28	86	2,2%
SJ	1	14	15	2	1	3	2	3	5	23	0,6%
TAXUD	2	2	4	0	4	4	1	3	4	12	0,3%
TF50	0	1	1	0	1	1	0	0	0	2	0,1%
TRADE	2	16	18	3	9	12	2	2	4	34	0,9%
CdP-OSP	0	9	9	0	0	0	0	0	0	9	0,2%
TOTAL	220	1 050	1 270	340	631	971	855	838	1 693	3 934	100,0%

6. REPARTITION DES AGENTS CONTRACTUELS ENTRE LES AUTRES INSTITUTIONS ET LES AGENCES

Le nombre d'agents contractuels dans les autres institutions et agences a augmenté de 14 % en 2016, passant de 5 031 en 2015 à 5 744 en 2016 (après une hausse de 8,9 % en 2015).

Tableau 8 Évolution de la répartition des agents contractuels dans les autres institutions et les agences depuis 2010⁹

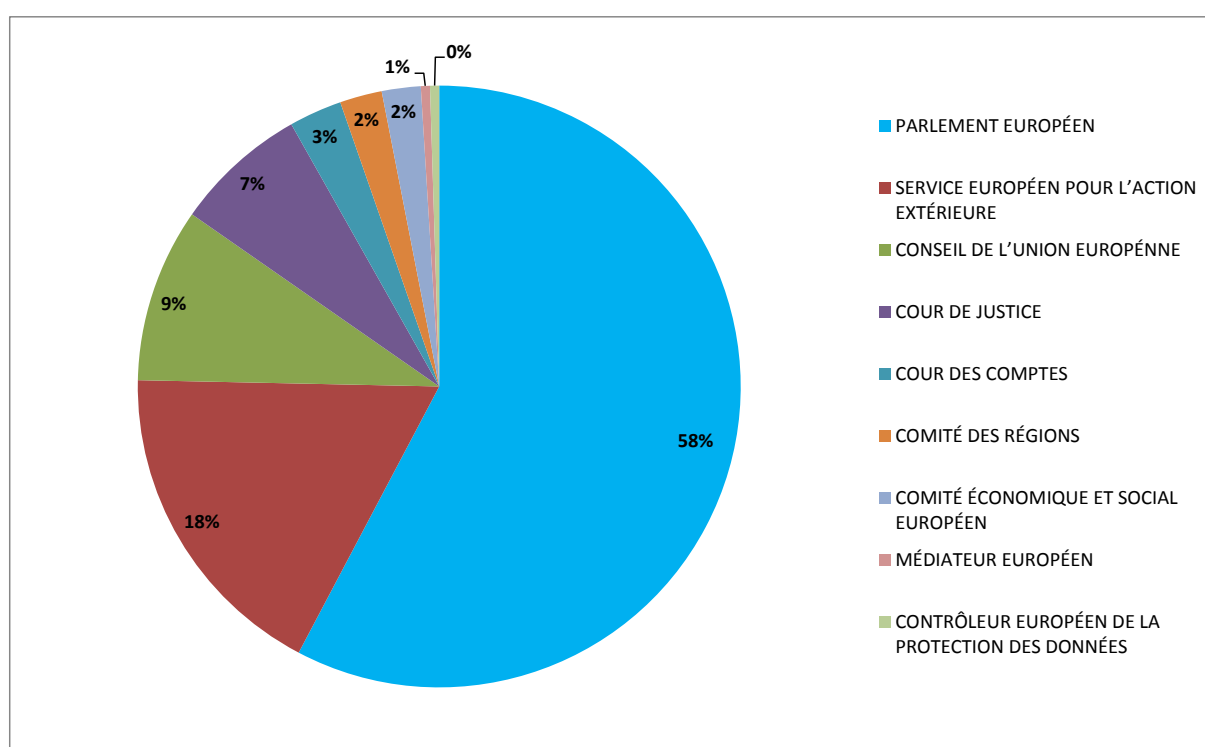


⁹ Source: Eurostat et institutions de l'UE.

6.1. Répartition des agents contractuels dans les autres institutions¹⁰

Le nombre d'agents contractuels dans les autres institutions a augmenté de 8 % par rapport à 2015. On observe une légère augmentation du nombre d'agents contractuels au Parlement européen¹¹. Cette tendance va de pair avec l'internalisation supplémentaire des services administratifs: en plus des services de sécurité et d'accréditation, qui sont assurés en interne depuis 2010, de nouveaux chauffeurs ont été engagés en 2016. L'augmentation du nombre d'agents contractuels au SEAE s'explique principalement par le renforcement des services de sécurité et les recrutements pour le Centre régional Europe (CRE)¹².

Tableau 9 Répartition des agents contractuels dans les autres institutions en 2016



¹⁰ Source: Eurostat et institutions de l'UE.

¹¹ Comme les années précédentes, les agents contractuels engagés par les groupes politiques européens ne sont pas inclus.

¹² La mission du Centre régional Europe est de fournir une assistance administrative de qualité aux 27 délégations de l'UE.

6.1.1 Répartition par genre et par groupe de fonctions dans les autres institutions¹³

Tableau 10

	GF I			GF II			GF III			GF IV			Total	2016
	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total		
COMITÉ DES RÉGIONS	8	13	21	9	2	11	4	3	7	7	5	12	51	51
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE	20	103	123	23	14	37	13	4	17	23	11	34	211	211
COUR DES COMPTES	5	36	41	10	0	10	4	3	7	4	2	6	64	64
COUR DE JUSTICE	5	77	82	9	11	20	31	17	48	9	2	11	161	161
CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES	0	1	1	3	0	3	3	1	4	3	0	3	11	11
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN	7	12	19	10	3	13	3	1	4	8	3	11	47	47
SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE	14	16	30	129	12	141	61	61	122	36	68	104	397	397
MÉDIATEUR EUROPÉEN	1	2	3	4	0	4	1	1	2	1	1	2	11	11
PARLEMENT EUROPÉEN	216	587	803	155	36	191	73	55	128	97	82	179	1301	1301
Grand Total	276	847	1123	352	78	430	193	146	339	188	174	362	2254	2254

6.1.2 Répartition par nationalité dans les autres institutions¹⁴

Tableau 11

	AT	BE	BG	CY	CZ	DE	DK	EE	ES	FI	FR	GB	GR	HR	HU	IE	IT	LT	LU	LV	MT	NL	PL	PT	RO	SE	SI	SK	autres	Grand Total
COMITÉ DES RÉGIONS		13	1		1	1		1	7		7	4	4	1			5						2	1	1	1			1	51
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE	1	70	3		6	2	2	3	25	1	14	4	7	3	2	2	36		1	1	1	1	5	7	5	2	2	5		211
COUR DES COMPTES	1	2		1		2			2		18		6	1	1		7						1	8	4			1	4	64
COUR DE JUSTICE		11	2		2	5	2	1	4	3	44	4	8	4	4	1	20	2	5	1	2	4	5	8	4	2	4	5	4	161
CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES		3							2		1						1							1	1				2	11
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN		10	2		2	1			7		1		5	2			9						1	4	3					47
SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE	7	96	11	3	3	18	0		37	4	73	9	8	1	2	5	58	3		1		5	15	15	17	1	1	4		397
MÉDIATEUR EUROPÉEN		3							1		2		1				1						2					1		11
PARLEMENT EUROPÉEN	6	363	18	4	11	28	3	5	77	1	332	15	52	14	13	16	140	4	6	5	3	5	31	50	79	3	7	8	2	1301
Grand Total	15	571	37	8	25	57	7	10	162	9	492	36	91	26	22	24	277	9	17	8	6	15	62	94	114	9	16	22	13	2254

¹³ Source: Eurostat et institutions de l'UE.

¹⁴ Source: Eurostat et institutions de l'UE.

6.2. Répartition des agents contractuels dans les agences

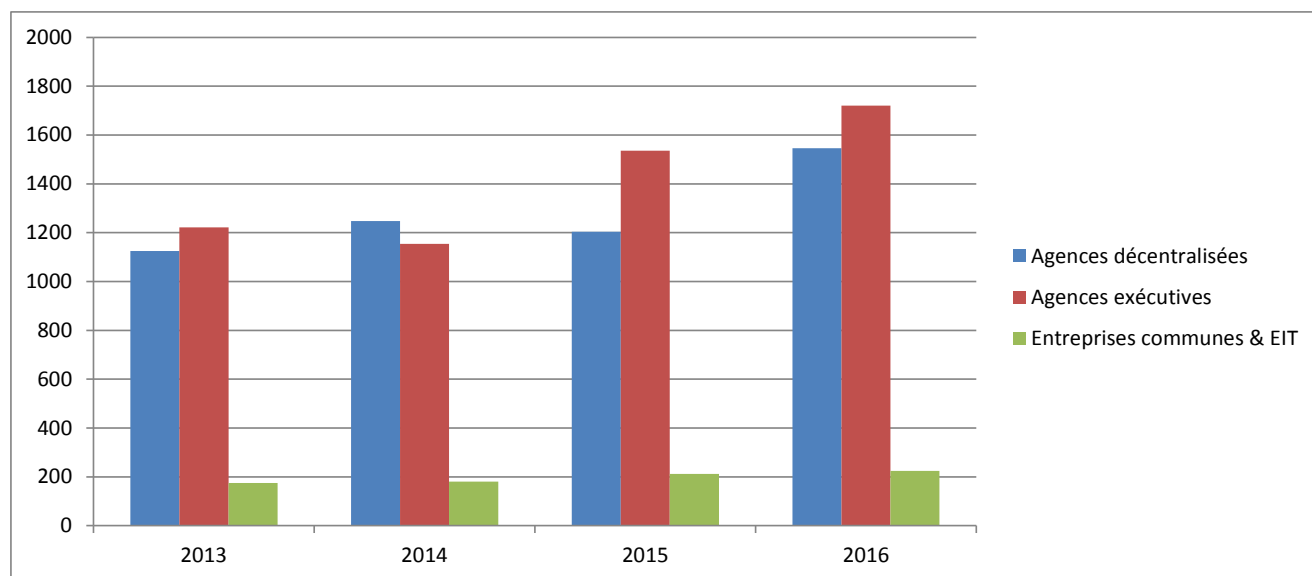
Le nombre d'agents contractuels dans les agences est en progression constante. Les chiffres se présentent comme suit:

année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Effectifs	1933	2214	2408	2522	2582	2945	3490

En ce qui concerne les agences décentralisées et les entreprises communes, une forte augmentation du nombre d'agents contractuels a été constatée depuis 2015. Cette tendance fait suite aux décisions de l'autorité budgétaire d'affecter des ressources supplémentaires (et de financer ainsi une hausse des effectifs), en particulier aux agences et aux entreprises communes qui ont récemment été créées ou auxquelles des tâches supplémentaires ont été confiées ces derniers temps. Par exemple, l'EUIPO (ex-OHMI), une agence entièrement autofinancée, a enregistré une forte augmentation du nombre d'agents contractuels (environ 70 agents) liée au développement de ses activités.

En ce qui concerne les agences exécutives, cette augmentation est principalement due à l'engagement d'agents contractuels pour accomplir de nouvelles tâches découlant de l'extension de leur mandat dans le contexte du cadre financier pluriannuel 2014-2020. En particulier, en 2016, la Commission a continué à déléguer l'exécution de certaines tâches à ces agences afin de renforcer l'efficacité de la gestion des programmes. Les effectifs qui en résultent sont conformes au «paquet délégation» de la Commission, approuvé pour la période 2014-2020.

Tableau 12 Répartition des agents contractuels par catégorie d'agences en 2016¹⁵



En 2016, 50 % des agents contractuels étaient employés par les agences exécutives et 44 % par les agences décentralisées. Le reste (6 %) était employé par les entreprises communes et l'Institut européen d'innovation et de technologie.

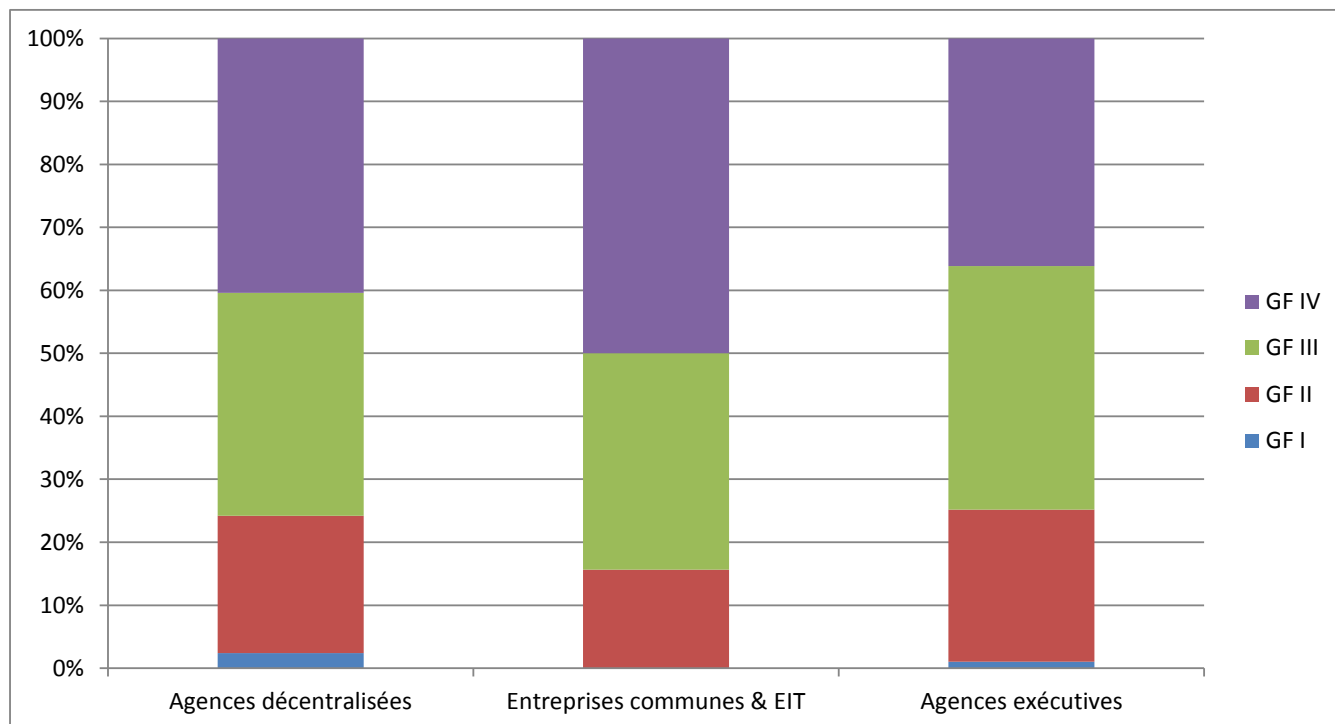
L'augmentation du nombre d'agents contractuels entre 2010 et 2016 reflète l'accroissement du nombre d'agences et, en particulier pour les agences exécutives et décentralisées, du nombre de tâches qui leur sont assignées.

¹⁵ Source: Eurostat et Sysper.

6.2.1 Répartition par genre et par groupe de fonctions dans les agences

La répartition par GF est relativement homogène entre les agences décentralisées et les agences exécutives et est restée stable depuis 2012. Le nombre d'agents contractuels dans les GF III et IV s'est légèrement accru dans les agences décentralisées afin de pouvoir faire face à la multiplication des tâches assignées au titre d'«Horizon 2020» et aux nouvelles priorités telles que les migrations et la sécurité.

Tableau 13 Répartition par groupe de fonctions dans les agences et les entreprises communes en 2016¹⁶



¹⁶ Source: Eurostat et Sysper.

Tableau 14 Répartition par groupe de fonctions pour chaque agence ou entreprise commune en 2016

			GF I			GF II			GF III			GF IV			Grand Total
			F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	F	H	Total	
Agences décentralisées			4	33	37	276	61	337	352	195	547	336	289	625	1546
ACER	Ljubljana, SI	AGENCE DE COOPÉRATION DES RÉGULATEURS DE L'ÉNERGIE			0	5	1	6	3	1	4	3	13	16	26
BEREC	Riga, LV	OFFICE DE L'ORGANE DES RÉGULATEURS EUROPÉENS DES COMMUNICATIONS			0	1	1	1		0	4	3	7	8	
CdT	Luxembourg, LU	CENTRE DE TRADUCTION DES ORGANES DE L'UNION			0	3	5	8	1	1	2	9	4	13	23
CEDEFOP	Thessalonique, EL	CENTRE EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4	4	9	1	10	10	3	3	6	3	2	5	25
CEPOL	Budapest, HU	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION DES SERVICES RÉPRESSIFS	1	1	6	7	13	13	4		4	1	2	3	21
AESA	Cologne, DE	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ AÉRIENNE			0		0	0	31	22	53	8	17	25	78
EASO	La Valette, MT	BUREAU EUROPÉEN D'APPUI EN MATIÈRE D'ASILE	1	1	2	1	3	3	14	5	19	14	9	23	46
ABE	Londres, UK	AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE			0		0	0	11	2	13	12	6	18	31
ECDC	Stockholm, SE	CENTRE EUROPÉEN DE PRÉVENTION ET DE CONTRÔLE DES MALADIES	2	2	9	1	10	10	30	7	37	35	13	48	97
ECHA	Helsinki, FI	AGENCE EUROPÉENNE DES PRODUITS CHIMIQUES			0	18	6	24	30	32	62	10	12	22	108
AEE	Copenhague, DK	AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ENVIRONNEMENT			0	7	1	8	6	4	10	19	19	38	56
A CEP	Vigo, ES	AGENCE POUR LE CONTRÔLE DE LA PÊCHE			0	2		2	1	1	2	1		1	5
EFSA	Parme, IT	AUTORITÉ EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ DES ALIMENTS	1	1	22	5	27	27	1	3	4	50	30	80	112
EIGE	Vilnius, LT	INSTITUT EUROPÉEN POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES			0	2		2	3	3	6	4	2	6	14
AEAPP	Francofort-sur-le-Main, DE	AUTORITÉ EUROPÉENNE DES ASSURANCES ET DES PENSIONS PROFESSIONNELLES			0	13	3	16	6	1	7	4	6	10	33
EMA	Londres, UK	AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ÉVALUATION DES MÉDICAMENTS			0	67	7	74	10	5	15	37	17	54	143
OEDT	Lisbonne, PT	OBSERVATOIRE EUROPÉEN DES DROGUES ET DE LA TOXICOMANIE	3	3	12	1	13	13	6	3	9	1	2	3	28
AESM	Lisbonne, PT	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ MARITIME	2	2	12	3	15	15	1	3	4	4	7	11	32
ENISA	Héraklion, GR	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE CHARGÉE DE LA SÉCURITÉ DES RÉSEAUX ET DE L'INFORMATION	1	1			0	0	4	6	10	6	6	12	23
A FE	Valenciennes, FR	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES CHEMINS DE FER	2	2	5		5	5	4	4	8	2	10	12	27
ESMA	Paris, FR	AUTORITÉ EUROPÉENNE DES MARCHÉS FINANCIERS			0	1	1	18	3	3	21	7	14	21	43
ETF	Turin, IT	FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION			0	8	2	10	19	2	21	6	3	9	40
		AGENCE EUROPÉENNE POUR LA GESTION OPÉRATIONNELLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION À GRANDE ÉCHELLE													
		DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTÉ, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE			0		0	0	2	1	3	6	15	21	24
eu-LISA	Tallinn, EE				0		0	0	2	1	3	6	15	21	24
EU-OSHA	Bilbao, ES	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL			0	7	1	8	11	2	13	2	1	3	24
EUROFOUND	Dublin, IE	FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL	1	1	2	3	2	5	2	2	2	1	2	3	12
EUROJUST	La Haye, NL	ORGANE EUROPÉEN POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION JUDICIAIRE			0	10	3	13	5	6	11	5	1	6	30
EUROPOL	La Haye, NL	AGENCE RÉPRESSIVE DE L'UNION EUROPÉENNE			0	29	5	34	33	40	73	15	20	35	142
FRONTEX	Varsovie, PL	AGENCE EUROPÉENNE DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES		13	13	5	2	7	45	7	52	19	11	30	102
GSA	Prague, CZ	AGENCE DU GNSS EUROPÉEN			0	3		3	4	2	6	15	16	31	40
EUIPO	Alicante, ES	OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	5	5	11	3	14	14	39	19	58	24	22	46	123
FRA	Vienne, AT	AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE			0	4	1	5	7	5	12	9	4	13	30
Entreprises communes & EIT			0	0	0	30	5	35	57	20	77	45	67	112	224
EC Bio-industries	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE BIO-INDUSTRIES							1	2	3	3	1	4	7
Clean Sky	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE CLEAN SKY 2			2	1	3	3	2	2	2	1	1	1	6
ECSEL	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE COMPOSANTS ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES POUR UN LEADERSHIP EUROPÉEN			5		5	5	6	2	8	1		1	14
EIT	Budapest, HU	INSTITUT EUROPÉEN D'INNOVATION ET DE TECHNOLOGIE			4	1	5	5	9	4	13	2	1	3	21
F4E	Barcelone, ES	ENTREPRISE COMMUNE EUROPÉENNE POUR ITER ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE DE FUSION			16	3	19	19	37	4	41	33	60	93	153
FCH2	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE POUR LES PILES À COMBUSTIBLE ET L'HYDROGÈNE 2								1	1				1
IMI2	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE POUR L'INITIATIVE EN MATIÈRE DE MÉDICAMENTS INNOVANTS 2			1		1	1	3	2	5		1	1	7
S2R	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE SHIFT2RAIL			2		2	2	1	2	3	2	3	5	10
SESAR	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE SESAR							1	1	1	3	1	4	5
Agences exécutives			4	14	18	360	55	415	431	234	665	378	244	622	1720
CHAFAE	Luxembourg, LU	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LES CONSOMMATEURS, LA SANTÉ, L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION		1	1	8		8	6	4	10	21	7	28	47
EACEA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE «ÉDUCATION, AUDIOVISUEL ET CULTURE»	3	2	5	69	12	81	96	67	163	71	21	92	341
EASME	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	2	2	2	29	8	37	96	37	133	89	61	150	322
CER	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE DU CONSEIL EUROPÉEN DE LA RECHERCHE	3	3	3	80	15	95	84	52	136	62	49	111	345
INEA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR L'INNOVATION ET LES RÉSEAUX				35	1	36	31	20	51	44	37	81	168
REA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LA RECHERCHE	1	6	7	139	19	158	118	54	172	91	69	160	497
Grand Total			14	49	55	587	109	787	594	360	1289	477	392	1359	3490

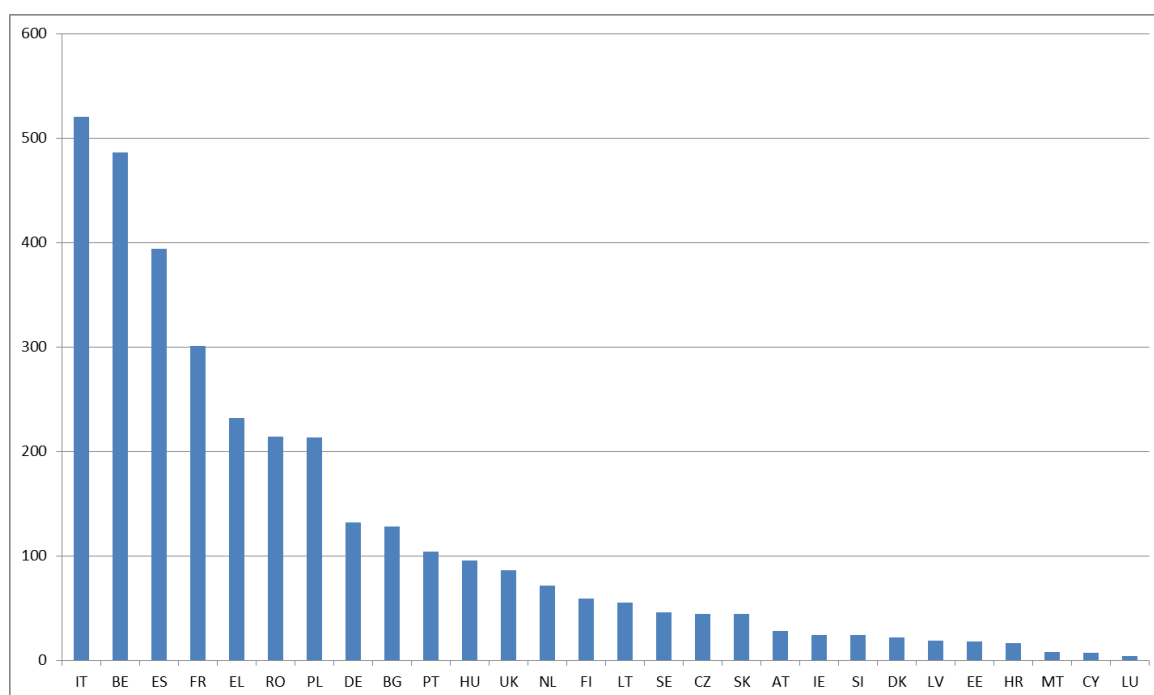
6.2.2 Répartition par nationalité dans les agences

Comme indiqué ci-dessus pour la Commission, le tableau 15 ci-dessous confirme que la localisation des agences joue un rôle prépondérant dans la nationalité de ses agents contractuels.

Les agences exécutives, situées sur les mêmes sites de la Commission, affichent des tendances comparables à celles de la Commission: les citoyens de l'Union les plus représentés sont ainsi les Italiens, les Belges, les Espagnols et les Français.

De même, la répartition par nationalité des agents contractuels dans les agences décentralisées et les entreprises communes correspond à la localisation de ces dernières.

Tableau 15 Répartition par nationalité dans les agences et les entreprises communes en 2016¹⁷



¹⁷ Source: Eurostat et Sysper, seuls les pays de l'UE-28.

Tableau 16 Répartition par nationalité pour chaque agence ou entreprise commune en 2016

			AT	BE	BG	CY	CZ	DE	DK	EE	ES	FI	FR	EL	HR	HU	IE	IT	LT	LU	LV	MT	NL	PL	PT	RO	SE	SI	SK	UK	XX	Grand Total				
			14	42	58	1	31	62	20	12	167	45	104	117	11	50	18	191	32	0	15	6	56	135	59	92	37	19	24	58	70	1546				
Agences décentralisées																																				
ACER	Ljubljana, SI	AGENCE DE COOPÉRATION DES RÉGULATEURS DE L'ÉNERGIE						1							1	2	2		3									1					26			
BEREC	Riga, LV	OFFICE DE L'ORGANE DES RÉGULATEURS EUROPÉENS DES COMMUNICATIONS					1							2	1					1													8			
CdT	Luxembourg, LU	CENTRE DE TRADUCTION DES ORGANES DE L'UNION		1	1			1				2	1	1	2	2			1			1						4			1	2	3	23		
CEDEFOP	Thessalonique, EL	CENTRE EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			1		1						1	19					2													1	25			
CEPOL	Budapest, HU	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION DES SERVICES RÉPRESSIFS			1		1				1			2		9			1									1			1	2	21			
AESA	Cologne, DE	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ AÉRIENNE		2	2			19			6	7	9	3	1	5								6			9	1	1		5	2	78			
EASO	La Valette, MT	BUREAU EUROPÉEN D'APPUI EN MATIÈRE D'ASILE		4	2		2		1		4		2	2	1				12	2		1	4			2	1	2	1		1	2	46			
ABE	Londres, UK	AUTORITÉ BANCAIRE EUROPÉENNE		1	1			3			3	1	1	1	1				2	2					3	2	2	2	1	2	3	1	31			
ECDC	Stockholm, SE	CENTRE EUROPÉEN DE PRÉVENTION ET DE CONTRÔLE DES MALADIES	1	3	3		1	3	1	3	1	2	9	3	1				6	3		1			2	5	4	8	25	2	5	5	97			
ECHA	Helsinki, FI	AGENCE EUROPÉENNE DES PRODUITS CHIMIQUES		3	7			2	2		2	5	31	4	7			2	2	6	1		2			1	4	2	11		2	1	4	7	108	
AEE	Copenhague, DK	AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ENVIRONNEMENT	1	3			1	4	10		1	3	1	6					2	1	5	1				1	2	2	2	1		3	6	56		
AIEP	Vigo, ES	AGENCE POUR LE CONTRÔLE DE LA PÊCHE									4																							5		
EFTA	Parme, IT	AUTORITÉ EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ DES ALIMENTS	1	2	4			1	6	1		9		5	10	1	5									5	2	2			3	2	2	112		
EIGE	Vilnius, LT	INSTITUT EUROPÉEN POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES									1	1	1	1						8		1												14		
AEAPP	Francfort-sur-le-Main, D	AUTORITÉ EUROPÉENNE DES ASSURANCES ET DES PENSIONS PROFESSIONNELLES	1		3			1	4		1	2		2	1	1	1	2		1	1				2		3				3		4	33		
EMA	Londres, UK	AGENCE EUROPÉENNE POUR L'ÉVALUATION DES MÉDICAMENTS	3	5	7	1	6	5		2	10	1	13	11	1	5	1	26	5			3			2	11	5	9	3	1	4	3		143		
QEDT	Lisbonne, PT	OBSERVATOIRE EUROPÉEN DES DROGUES ET DE LA TOXICOMANIE		3	1									1					4						1	16						1	1	28		
AESM	Lisbonne, PT	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ MARITIME		4				1			3								5								14	1					1	3	32	
ENISA	Héraklion, GR	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE CHARGÉE DE LA SÉCURITÉ DES RÉSEAUX ET DE L'INFORMATION			1						2				17					1												1	1	23		
AFE	Valenciennes, FR	AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES CHEMINS DE FER		4	1			1			2		6	2	1	2				1				1	1		3		3			1	1	27		
ESMA	Paris, FR	AUTORITÉ EUROPÉENNE DES MARCHÉS FINANCIERS		1	2			1	2	2			14	3			1	1	6			1					4	1					1	43		
ETF	Turin, IT	FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION	1	1			1			1	2	1				1	1	20							1		2					2	6	40		
eu-USA	Tallinn, EE	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA GESTION OPÉRATIONNELLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION À GRANDE ÉCHELLE								2	1	1	9		2				1							1	1	3			1		2	24		
EU-OSHA	Bilbao, ES	AGENCE EUROPÉENNE POUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL			2			1			14		1			1										1	1					2		24		
EUROFOUND	Dublin, IE	FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL					1	1			2		1				2	3						1									1		12	
EUROJUST	La Haye, NL	ORGANE EUROPÉEN POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION JUDICIAIRE	1	3			1				2	3	1						3	1												4	1	30		
EUROPOL	La Haye, NL	AGENCE RÉPRESSIVE DE L'UNION EUROPÉENNE		7				2	1		13	4	6	9	1	7			12	1				40	2	4	11	2	2			8	10	142		
FRONTEX	Varsovie, PL	AGENCE EUROPÉENNE DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES		3				1			1	1	1	6	1		2		2						73	4	1		1	1			4	102		
GSA	Prague, CZ	AGENCE DU GNSS EUROPÉEN		2	1		11				5	1	2	4					4						1	1	3		1	1	1	2		40		
UIPO	Alicante, ES	OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	1	3	3			3	4		65		8	2		2	3	9	3						2	5	1	4		1		2	2	123		
FRA	Vienne, AT	AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE	4	2	2						1	1	1	1	1	2	2	2	2							1	3	1	1	1	2	3	3	30		
Entreprises communes & EIT			0	21	3	0	3	7	0	2	59	1	20	6	0	18	1	30	2	0	0	0	0	1	4	8	11	0	0	1	6	20	224			
EC Bio-Industries	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE BIO-INDUSTRIES									2			1		1		2																7		
Clean Sky	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE CLEAN SKY 2		3								1							1															6		
ECSEL	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE COMPOSANTS ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES POUR UN LEADERSHIP EUROPÉEN		7							1		2	2																		2		14		
EIT	Budapest, HU	INSTITUT EUROPÉEN D'INNOVATION ET DE TECHNOLOGIE														14												3			1		3	21		
FAE	Barcelone, ES	ENTREPRISE COMMUNE EUROPÉENNE POUR ITER ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE DE FUSION		8	2			2	7		2	53	1	13	2		3		24	1				1	3	7	4				6	14	153			
FCH2	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE POUR LES PILES À COMBUSTIBLE ET L'HYDROGÈNE 2		1																														7		
IM2	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE POUR L'INITIATIVE EN MATIÈRE DE MÉDICAMENTS INNOVANTS 2			1		1				1		1				1		1								1							10		
S2R	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE SHIFTRAIL		1							1		2	1					1	1						1								10		
SESAR	Bruxelles, BE	ENTREPRISE COMMUNE SESAR																																	5	
Agences exécutives			14	423	67	6	10	63	2	4	168	13	177	109	5	27	5	299	21	4	4	2	14	74	37	111	9	5	19	22	6	1720				
CHAFEA	Luxembourg, LU	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LES CONSOMMATEURS, LA SANTÉ, L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION	1	6	4			2			4	4	7	4		2		5	1			1			4	1	4		1				47			
EACEA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE «ÉDUCATION, AUDIOVISUEL ET CULTURE»	3	108	7	1	1	16			26	4	42	17		4	3	63	5	2	1	1	1	2	8	8	5	1	1	5	6	1	341			
EASME	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	4	58	16	2	5	10			2	38	3	41	20	1	4	49	2	1	1	1	1	2	19	5	21	4	1	3	8	2	323			
CER	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE DU CONSEIL EUROPÉEN DE LA RECHERCHE	2	100	12	1		6	1	2	32	1	35	21	2	6		50	2					3	12	7	37	1	1	4	3	3	344			
INEA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR L'INNOVATION ET LES RÉSEAUX	3	21	7	2	3	11	1		18	1	17	11	1	2	1	25	5				1		3	11	5	12	2		3	2	168			
REA	Bruxelles, BE	AGENCE EXÉCUTIVE POUR LA RECHERCHE	1	130	21			1	18			50	4	35	36	1	9	1	107	6	1				4	20	11	32	1	1	4	3	497			
Grand Total			28	486	128	7	44	132	22	18	394	59	301	232	16	95	24	520	55	4	19	8	71	213	104	214	46	24	44	86	96	3490				